En route vers la balkanisation?

La Cour internationale de Justice (CIJ) a

estimée, jeudi 22 juillet, que la déclaration unilatérale d'indépendance prononcée au Kosovo le 17 février 2008 n'était pas illégale. Cette déclaration n'a «ni violé le droit international général, ni la résolution 1244 [adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 10 juin 1999], ni le cadre constitutionnel au terme des combats entre les forces serbes et les sécessionnistes albanais du Kosovo». Ce revers diplomatique pour la Serbie ne risque-t-il pas de déclencher une avalanche de déclaration d'indépendance ou d'autonomie?

22 des 27 États membres de l'UE ont reconnu l'indépendance du Kosovo en 2008. L'Espagne, Chypre, la Grèce, la Slovaquie et la Roumanie n'en sont pas. Ces pays craignent tous la radicalisation des revendications séparatistes ou minoritaires et ne veulent pas avoir à faire face à une déclaration d'autonomie ou d'indépendance au sein de leur territoire national. Madrid se refuse de reconnaître le Kosovo en raison des séparatistes basques et catalans. Ces derniers bénéficient de l'actuelle constitution espagnole qui organise un État régionalisé reconnaissant les particularités culturelles et dotant les régions de prérogatives importantes en matière de sécurité et d'éducation notamment. L'Espagne n'est cependant pas un État fédéral dans lequel les entités fédérées agissent en conformité à leur propre constitution, sans pour autant aller à l'encontre de la constitution fédérale. Néanmoins les 17 communautés autonomes espagnoles ont chacune leur statut et leurs propres institutions: un gouvernement, un parlement élu à la proportionnelle, une administration. Bref, elles sont implantées dans un terreau juridique digne de celui d'un État à part entière. Madrid a donc peur que certaines de ces communautés autonomes prennent pour exemple la déclaration d'indépendance du

Kosovo et se prévalent de l’avis juridique rendu par la CIJ. Toutefois, si le Kosovo n’a pas échoué dans son entreprise, c’est bien parce qu’il a suscité l’attention des États-Unis, de l’UE et de la Russie. L’adepte de la doctrine panslave, M. Poutine, avait voulu montrer, en ne reconnaissant pas le Kosovo, que la Russie pouvait être autre chose que l’objet de moqueries. Il voulait ainsi redorer le blason de la Russie, celle des Tsars et de Staline. Petit territoire apparemment anodin, le Kosovo a intéressé les grands, ceux qui veulent mener la danse. D’où la réussite de la déclaration d’indépendance. Si une communauté autonome espagnole était amenée à adopter un comportement kosovar, Madrid serait la seule à s’en inquiéter, tous serait derrière Madrid et les séparatistes auraient plus de mal à se faire respecter que Pristina.

La CIJ fait également trembler Bucarest. La peur d’une sécession transylvaine hante le gouvernement roumain. La minorité hongroise en Roumanie représente 12% de la population et vit principalement dans le Nord du pays, en Transylvanie. L’Union Démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR) est un parti politique roumain qui a pour base de son action la défense des intérêts de cette minorité. Ses revendications sont, entre autres, la création d’une université de langue hongroise mais surtout le retour au statut de région autonome pour la Transylvanie, tel qu’il existait jusqu’en 1968. L’eurodéputé roumain d’origine hongroise, vice-président du Parlement européen, László Tôkés, réclame, quant à lui, suite à l’avis rendu par la CIJ sur la question kosovare, une indépendance «à la catalane» du Pays sicule, «de la même façon que le Kosovo a obtenu l’indépendance». M. Tôkés veut l’union des sicules de Roumanie et a demandé à l’UDMR et au Parti Civique Magyar (PCM) de matérialiser cette unité. La volonté de l’eurodéputé intervient à un stade inférieur à celui des revendications séparatistes en Espagne. Il veut arriver à la situation espagnole, c’est-à-dire souhaite que le Pays sicule puisse bénéficier d’un statut particulier et soit doté d’institutions et de prérogatives. C’est sans compter sur la détermination du gouvernement roumain de faire capoter toute tentative allant en ce sens. Cependant, le climat actuel en Hongrie semble assez propice à ce genre de tentative. M. Orbán, mais surtout le Jobbik, ont su se jouer de l’histoire hongroise pour flatter les électeurs. Le Traité du Trianon serait à l’origine de tous les maux. A l’appel suprême d’Orbán, les Hongrois ont répondu «présent». L'État-Fidesz et la majorité des Hongrois soutiendront une éventuelle tentative de sécession en Transylvanie. Si un tel événement venait à se produire et n’intéresserait pas d’autres pays que la Hongrie et la Roumanie, la négociation bilatérale pourrait tourner à l’avantage de M. Orbán.

Ce déferlement identitaire n’est pas sans raison. L’identification à une nation ou une tribu est devenu le seul refuge pour une bonne partie de la population. En Espagne et en Hongrie, la montée des sentiments nationalistes, séparatistes, autonomistes ou indépendantistes est favorisée par une gauche lâche et intellectuellement corrompue. M. Zapatero et M. Gyurcsány ont alimenté le sentiment identitaire en trahissant ceux qu’ils prétendent défendre. Le sentiment identitaire est proportionnel à la distance qui sépare la gauche du peuple. M. Tôkés, figure de la sécession transylvaine, est un des initiateurs de la révolution roumaine ayant fait tomber Nicolae Ceaucescu. Ce dernier était à la tête d’un régime assez original mais cependant autoritaire et a opprimé la minorité hongroise en Roumanie. Il est en grande partie responsable de la volonté de certains sicules de faire sécession. Il en est de même avec le régime franquiste en Espagne. A chaque fois, la surenchère sécuritaire crée le repli identitaire, elle crée une avalanche des différences. A l’origine du développement des identités, il y a la violence physique ou économique.

Yann Caspar

- 4 vues

Catégorie
Agenda Culturel